

Accès au financement

FORUM

Rapports du CGAP et de ses partenaires

No 11, décembre 2016

Éliminer l'extrême pauvreté : Comparer le rapport coût-efficacité de la promotion de moyens de subsistance, des transferts monétaires et des programmes d'insertion

Munshi Sulaiman, Nathanael Goldberg, Dean Karlan et
Aude de Montesquiou



Remerciements

Les auteurs tiennent à remercier Martin Greeley (IDS), Rewa Misra (MasterCard Foundation), Katharine McKee (CGAP), Syed Hashemi (CGAP) et Camille Busette (CGAP), membres du comité de lecture, pour leur précieuse contribution à cette publication. Ils souhaitent aussi remercier Jamie Anderson (CGAP) et Rafael Mazer (CGAP) de leur examen approfondi pour le compte du comité des publications du CGAP. Melissa Victor (CGAP) est aussi tout particulièrement remerciée pour son remarquable appui aux recherches.

Droits et licences

L'utilisation de cet ouvrage est soumise aux conditions de la licence Creative Commons Attribution 3.0 Unported license (CC BY 3.0) <http://creativecommons.org/licenses/by/3.0>. Conformément aux termes de la licence, il est possible de copier, distribuer, transmettre et adapter le contenu de cette publication, y compris à des fins commerciales, dans les conditions suivantes :

Mention de la source – L'ouvrage doit être cité comme suit : Sulaiman, Munshi, Nathanael Goldberg, Dean Karlan, and Aude de Montesquiou. 2016. "Eliminating Extreme Poverty: Comparing the Cost-effectiveness of Livelihood, Cash Transfer, and Graduation Approaches." Washington, D.C.: CGAP. License: Creative Commons Attribution CC BY 3.0.

Traductions – Si cet ouvrage est traduit, le déni de responsabilité suivant doit être ajouté à la mention de la source : Cette traduction n'a pas été réalisée par le CGAP et ne peut être considérée comme une traduction officielle. Le CGAP ne saurait être tenu responsable de la traduction ni des erreurs qui pourraient y figurer.

Toutes les questions sur les droits et licences doivent être adressées à CGAP, c/o The World Bank Group, 1818 H Street, NW, MSN IS7-700, Washington, DC 20433, États-Unis ; courriel : cgap@worldbank.org.



Table des matières

Résumé analytique	1
Introduction	2
Méthodologie	7
Impacts	8
Coûts	10
Comparaison avantages-coûts	13
Conclusion	15
Références	16
<i>Annexe 1: Programmes de promotion de moyens de subsistance, de transfert monétaire et d'insertion pris en compte dans l'étude</i>	18







Résumé analytique

Les interventions ciblées pour améliorer durablement la vie des pauvres seront une composante essentielle de l'élimination de l'extrême pauvreté d'ici 2030. Les ménages les plus démunis sont souvent physiquement et socialement isolés et sont défavorisés sous de multiples formes, ce qui rend problématique et coûteuse leur sortie de l'extrême pauvreté. Le présent document compare le rapport coût-efficacité de trois axes d'intervention de protection sociale pour lutter contre la pauvreté en passant en revue 30 programmes de promotion de moyens de subsistance, 11 programmes de transfert monétaire inconditionnel à versement unique et 7 programmes d'insertion¹. Toutes les initiatives d'insertion retenues ciblent des personnes vivant dans l'extrême pauvreté, alors que les programmes de promotion de moyens de subsistance et les transferts monétaires s'adressent à un ensemble plus large de bénéficiaires. Les impacts sur la consommation annuelle des ménages, par dollar dépensé (ou sur le revenu, en l'absence de données sur la consommation), ont été utilisés pour comparer le rapport coût-efficacité d'un programme à l'autre². Sur les 48 programmes examinés, ce sont les transferts monétaires à versement unique qui ont le meilleur rapport avantages-coûts, bien qu'il existe très peu de programmes de ce type ciblant des personnes qui vivent dans l'extrême pauvreté ou mesurant les impacts à long terme. Le rapport avantages-coûts des programmes qui appuient les moyens de subsistance et s'adressent à la population extrêmement pauvre est beaucoup plus faible. Les programmes d'insertion sont d'un meilleur rapport coût-efficacité que les programmes appuyant les moyens de subsistance et ciblant les plus pauvres, et ils mesurent les impacts à long terme (à savoir au moins un an après la fin des interventions). Il faut rassembler davantage d'éléments, particulièrement sur les impacts à long terme que les transferts monétaires à versement unique ont sur les populations vivant dans l'extrême pauvreté, pour mieux comparer les trois types de programmes de réduction durable de l'extrême pauvreté.

-
1. Les programmes de promotion de moyens d'existence recouvrent toute une série d'approches qui visent à aider les pauvres à acquérir des actifs productifs et renforcer leur capacité à les utiliser. Les programmes de transfert monétaire inconditionnel à versement unique s'organisent autour du versement d'une seule somme assez élevée pour aider les pauvres à investir dans des actifs générateurs de revenus. Les programmes d'insertion reposent sur une approche globale pour s'attaquer simultanément aux problèmes interdépendants auxquels se heurtent les plus démunis en fournissant une série de prestations telles que l'accès aux services d'épargne, un encadrement rapproché, la formation à des qualifications techniques et la remise d'un actif productif ou d'un capital de départ.
 2. Par « impacts », on entend les changements attribuables au programme ou à l'intervention.



Introduction

La proportion de la population mondiale vivant dans l'extrême pauvreté a chuté de façon spectaculaire. Entre 1990 et 2011, la population des pays en développement vivant avec moins de 1,90 dollar par jour est en effet passée de 37 à 14 % (Ferreira et al. 2015). Malgré ces avancées, près de 900 millions de personnes vivent encore avec moins de 1,90 dollar par jour. Ces progrès masquent en outre d'importantes disparités géographiques. Ainsi, 43 % de la population d'Afrique subsaharienne vit actuellement au-dessous de ce seuil, le taux de pauvreté en Asie du Sud est de 19 % et les progrès en Amérique latine marquent le pas depuis quelques années. La poursuite du recul de l'extrême pauvreté passera par des interventions ciblées pour aider les plus pauvres à relever leur niveau de vie.

Des programmes efficaces de protection sociale contribuent de façon déterminante à cet effort. Les programmes de promotion de moyens de subsistance, les transferts monétaires à versement unique et les

programmes d'insertion peuvent aider les très pauvres à accroître leurs revenus pour sortir de l'extrême pauvreté (tableau 1). Les programmes de promotion de moyens de subsistance recouvrent un large éventail d'interventions à l'appui de l'accroissement des revenus des pauvres, comme la formation à de nouvelles technologies agricoles, les services de promotion de l'entreprise, le développement des chaînes de valeur agricoles et l'accès à l'information sur le marché. Les transferts monétaires inconditionnels sont une intervention relativement simple qui consiste à remettre une somme unique, versée en une seule fois sous forme de don inconditionnel. De leur côté, les programmes d'insertion appliquent une approche globale qui associe la promotion de moyens de subsistance et les dispositifs de protection sociale pour s'engager sur une trajectoire, limitée dans le temps, de sortie de l'extrême pauvreté (figure 1). Ces programmes ciblent exclusivement la population extrêmement pauvre en appliquant des critères géographiques, des méthodes participatives et des conditions de ressources (généralement au moyen d'une fiche de pointage de la pauvreté). Parmi ces trois types de programmes (promotion de moyens de subsistance, transfert monétaire inconditionnel à versement unique et programmes d'insertion), il est important que les décideurs comprennent celui qui aura l'impact le plus important et sera le plus durable pour les populations vivant dans l'extrême pauvreté, afin de garantir l'utilisation rationnelle de maigres ressources.

Pour répondre à cette question, nous avons retenu 30 programmes de promotion de moyens de subsistance, 11 initiatives de transfert monétaire à versement unique et 7 programmes d'insertion, et avons comparé les résultats à partir des évaluations de leurs impacts et des données sur les coûts propres à chaque projet (tableau 1). Nous n'avons pas éliminé d'études sur la base du mode de ciblage des différentes interventions, les programmes d'insertion étant les seuls à porter exclusivement sur les plus pauvres (annexe 1). Une forte proportion des rapports d'évaluation de la promotion de moyens de subsistance



Photo CGAP.

TABLEAU 1 Trois Façons D'aborder La Protection Sociale

	Programmes de promotion de moyens de subsistance	Programmes de transfert monétaire à versement unique	Programmes d'insertion
Vue d'ensemble	Large éventail d'approches qui visent à aider les pauvres à acquérir des actifs productifs et renforcer leur capacité à les utiliser (p. ex. promotion de nouvelles technologies agricoles, organisation de collectifs d'agriculteurs). Les programmes de promotion de moyens de subsistance se déroulent généralement en zone rurale. Ils peuvent associer des aides en espèces et en nature, et donner accès à des services financiers.	Versement d'une seule somme assez élevée (de 84 à 480 dollars) pour aider les pauvres à investir dans des actifs générateurs de revenus.	Approche globale pour s'attaquer simultanément aux problèmes interdépendants auxquels se heurtent les plus démunis en fournissant une série de prestations telles que l'accès aux services d'épargne, un encadrement rapproché, la formation à des qualifications techniques et la remise d'un actif productif ou d'un capital de départ (figure 1).
Portée	Ces programmes sont généralement exécutés par les pouvoirs publics à l'échelle nationale (ou par un consortium d'organisations non gouvernementales agissant au nom des autorités). Plus de 40 % des 30 programmes examinés dans cette étude touchent plus de 100 000 bénéficiaires. ^a Ces programmes existent depuis longtemps, remontant souvent aux années 70.	Les transferts de ce type sont généralement des projets pilotes à des fins de recherche sur l'investissement dans l'entreprise et la réduction de la pauvreté. L'exception à cette pratique est GiveDirectly, qui touche des milliers de ménages au Kenya et en Ouganda, et continue à se développer.	Les programmes d'insertion ont été lancés par BRAC, au Bangladesh, en 2002. Ils avaient touché plus d'un demi-million de ménages en 2013. Le CGAP et la Ford Foundation ont expérimenté cette approche entre 2006 et 2014 sur 10 sites différents (voir ci-dessous). Ces programmes sont en train de passer à une échelle bien supérieure dans plusieurs pays, dont l'Inde, le Pakistan et le Pérou.
Évaluation	Ces programmes ont rarement été évalués avec rigueur. Seuls 30 % des études ont eu recours à des évaluations randomisées, les autres utilisant des groupes de référence.	Ces programmes ont été étudiés en détail, ayant, pour la plupart, été exécutés dans le cadre d'évaluations d'impact randomisées pour réunir des informations sur la réduction de la pauvreté (p. ex. Fafchamps et al. 2013).	Des évaluations randomisées ont été réalisées sur sept sites : Le site du programme BRAC au Bangladesh (Bandiera et al. 2016) et six autres sites [Éthiopie, Ghana, Honduras, Inde, Pakistan, et Pérou] dont les résultats ont été publiés ensemble dans Banerjee et al. (2015).

a. Au nombre des programmes à l'appui des moyens de subsistance, on peut citer la formation d'organisations d'agriculteurs au Ghana, assurée par Millennium Development Authority (MiDA), qui touche directement 67 000 bénéficiaires, et les services nationaux de conseil agricole (NAADS) assurés par les autorités ougandaises, qui profitent directement à 716 000 bénéficiaires.

et des initiatives de transferts monétaires à versement unique n'examinent pas correctement le ciblage des bénéficiaires ou n'utilisent pas un ensemble suffisant d'indicateurs pour expliquer le profil des bénéficiaires ciblés³. Sans perdre de vue les limites importantes inhérentes à la méthodologie, nous avons comparé le rapport coût-efficacité de chaque approche simplement en mesurant les impacts sur la consommation ou le revenu par dollar dépensé.

Ces programmes de lutte contre la pauvreté s'adressent soit à un ensemble plus large de bénéficiaires (cas de la plupart des programmes de

promotion de moyens de subsistance et de transferts monétaires à versement unique) soit exclusivement aux plus pauvres (cas des programmes d'insertion). Ainsi, les programmes qui appuient les moyens de subsistance et soutiennent de nouvelles technologies ciblent souvent les ménages ayant accès à une quantité très limitée de terres. Les transferts monétaires inconditionnels visent les ménages exploitant une entreprise non agricole⁴. Ces deux types de ménages ne font pas partie des programmes d'insertion qui sont exclusivement consacrés aux populations vivant dans l'extrême pauvreté.

3. L'annexe 2 de Sulaiman (2016) explique l'évaluation du ciblage de l'extrême pauvreté pour chaque programme.

4. Dans plusieurs cas, cela tient au fait que les transferts monétaires à versement unique ont servi aux chercheurs à mesurer le rendement du capital chez les entrepreneurs.



Photo by CGAP.

FIGURE 1. Qu'est-ce que le modèle d'insertion ?

MODÈLE D'INSERTION DANS DES MODES DE SUBSISTANCE PÉRENNES

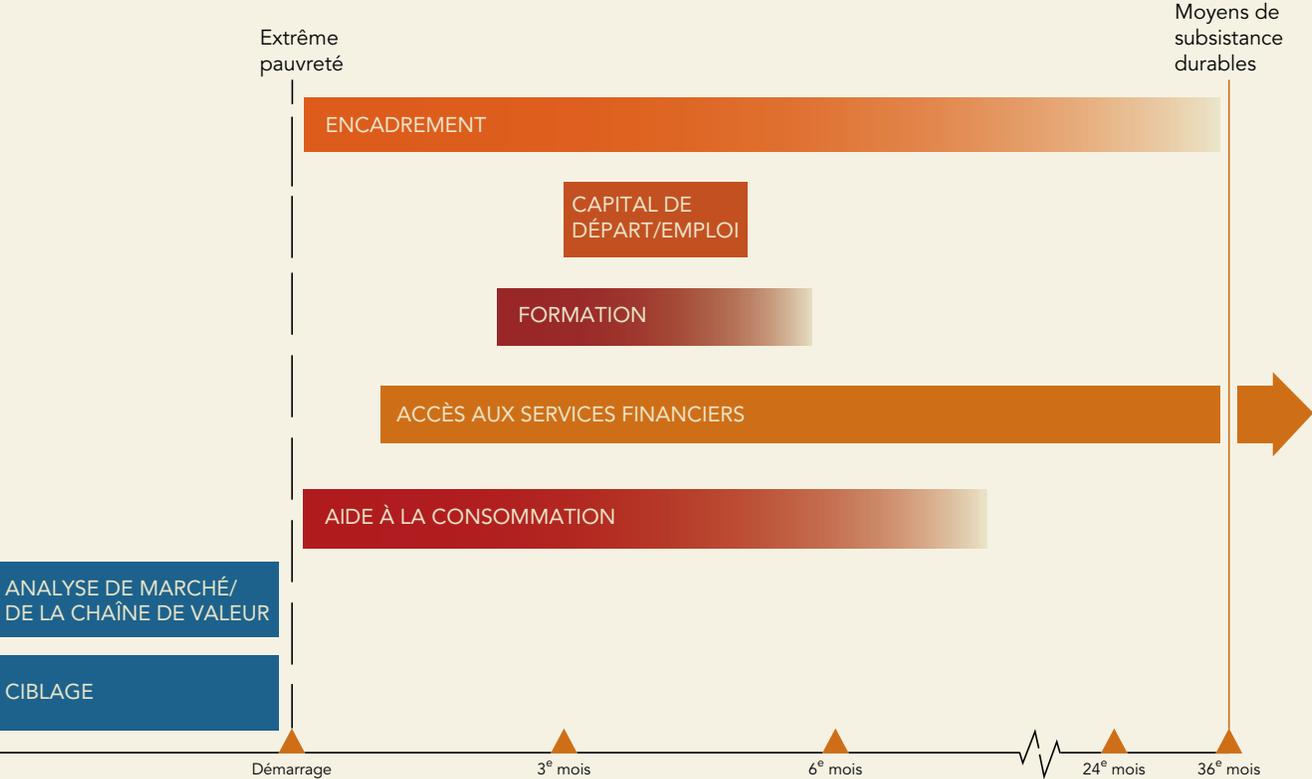




Photo IPA.

Méthodologie

Pour mener à bien l'étude des programmes de promotion de moyens de subsistance et des programmes de transfert monétaire à versement unique, nous avons collecté des données dans le cadre d'une recherche documentaire, nous appuyant essentiellement sur des analyses systématiques existantes pour être sûrs que la qualité et la pertinence des études avaient déjà été contrôlées. Sur les 198 évaluations, nous en avons écarté 63 qui ne portaient pas directement sur les ménages – il s'agissait plutôt de réformes des politiques macroéconomiques, de réformes commerciales, etc. – et 22 autres qui évaluaient des interventions sur des microcrédits. Après cette première sélection, nous avons pris en compte toutes les études qui mesuraient l'impact sur la consommation (ou sur le revenu), et comportaient les informations nécessaires pour calculer le coût des interventions par bénéficiaire.

En définitive, nous avons retenu 41 cas dans 19 pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine (annexe 1). Si tous les cas de transferts monétaires à versement unique résultent d'essais contrôlés

randomisés (ECR), seuls neuf cas ciblant les moyens de subsistance font l'objet d'un ECR. Les programmes de promotion de moyens de subsistance varient donc du point de vue des changements attribuables aux interventions. En ce qui concerne les programmes d'insertion, nous nous sommes concentrés uniquement sur les évaluations randomisées, retenant sept évaluations tirées de deux études des programmes d'insertion (Bandiera et al. 2016 et Banerjee et al. 2015). Voir tableau 2.

Pour calculer les rapports avantages-coûts, nous avons utilisé l'impact sur la consommation annuelle des ménages (ou sur leur revenu, en l'absence de données sur la consommation) et les coûts d'intervention par ménage bénéficiaire. Ainsi, un rapport de 0,2 montre que l'impact devrait rester stable pendant au moins cinq ans pour équilibrer les coûts. Cet indicateur des avantages a ses limites, mais il permet de comparer les données d'un programme à l'autre. Les informations sur le coût ont été recueillies à partir de diverses sources, y compris des rapports d'évaluation des bailleurs de fonds, lorsqu'elles ne figuraient pas dans les études

TABEAU 2 Méthodologie

Critères de sélection	Pour être inclus dans notre étude, les programmes devaient répondre aux critères suivants : 1) programmes conçus pour aider les pauvres à acquérir des moyens de subsistance ; 2) existence de mesures de l'impact sur la consommation ou le revenu ; et 3) existence d'informations sur le budget et l'envergure du projet pour mesurer le coût par ménage.
Mesure du rapport coût-efficacité d'un site à l'autre	À des fins de comparaison entre interventions, nous avons mis au point notre propre indicateur de base du rapport-coût efficacité de chaque programme, à savoir l'impact sur la consommation ou le revenu rapporté au coût de l'intervention par ménage bénéficiaire.



publiées.

Impacts

Programmes de promotion de moyens de subsistance : De conception très diverse, ces programmes se différencient notamment par leur durée et la population qu'ils ciblent (personnes vivant dans l'extrême pauvreté ou, au contraire, plus large éventail de bénéficiaires). Un tiers des programmes qui figurent dans cette étude ciblent les plus démunis. D'après notre étude, ces programmes tendent à avoir plus d'impact lorsqu'ils ciblent ceux qui sont moins pauvres, mais il existe des exemples de programmes ayant des impacts un peu plus répartis. Les programmes de promotion de moyens de subsistance n'ont généralement pas fait l'objet d'évaluations d'impact randomisées, et seuls 10 cas sur les 30 retenus pour cette étude ont vu leur impact évalué plus d'un an après la fin de l'intervention.

Transferts monétaires à versement unique. Les transferts retenus pour notre étude comparative servent généralement à financer des projets de recherche à court terme par la remise d'une somme d'argent (230 dollars en moyenne) versée en une seule fois ou en plusieurs fois sur une même année. Bien que certains de ces transferts fassent intervenir d'autres opérations telles que l'approbation d'une nouvelle activité ou d'un second don complémentaire, les interventions sont généralement menées à leur terme en un an. Seuls trois des huit cas retenus dans cette étude ciblent des personnes vivant dans l'extrême pauvreté. Au Sri Lanka, au Ghana et au Kenya, il ressort des actions menées que les transferts monétaires ont des impacts positifs sur la consommation, les actifs et la sécurité alimentaire, mais les données préliminaires recueillies au Kenya donnent à penser que ces impacts pourraient s'estomper assez vite (de Mel et al. 2012, Fafchamps et al. 2011, et Haushofer et Shapiro

2013). Sur les 11 cas étudiés, 6 n'ont pas d'effet positif marquant sur la consommation ou le revenu. Le coût peu élevé de ce type de programme tient au caractère ponctuel de l'intervention couplé à la possibilité de transférer l'argent par téléphone mobile. Ces programmes ont généralement fait l'objet d'une évaluation d'impact randomisée, mais il n'existe aucune information sur leurs effets à long terme.

Programmes d'insertion. Les programmes d'insertion s'étendent sur une période de 18 à 36 mois, c'est-à-dire de la sélection des participants à la fin des interventions pour un ménage donné. Ils ciblent les populations extrêmement pauvres. En regroupant les résultats de six ECR, Banerjee et al. (2015) constatent que le programme d'insertion a des impacts statistiquement significatifs sur les actifs (augmentation de 12 %) et sur l'épargne (accroissement de 96 %) des bénéficiaires un an après la fin du programme, c'est-à-dire trois ans après le transfert d'actifs et les séances de formation. Les évaluations d'impact révèlent également que les bénéficiaires travaillent plus longtemps, souffrent moins souvent de la faim, connaissent un niveau de stress plus faible et sont en meilleure forme physique. Une autre évaluation d'impact randomisé (Bandiera et al., 2016) du programme d'insertion exécuté à beaucoup plus grande échelle par l'ONG BRAC au Bangladesh conclut à des impacts positifs similaires sur l'emploi, le revenu, les actifs et la consommation. Ces effets perdurent deux ans après la fin de l'intervention, c'est-à-dire quatre ans après le transfert d'actifs. On a également des raisons de penser que les impacts de ce programme de BRAC sont encore plus importants sept ans après le transfert d'actifs. Lorsque seules les données sur la

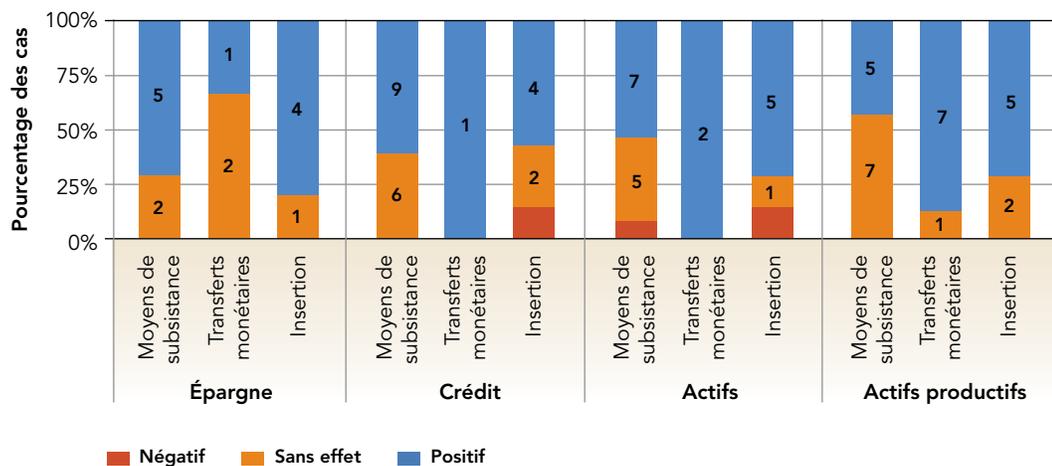
ENCADRÉ 1

Quels sont les impacts sur les services financiers ?

Bien que la plupart des programmes de protection sociale visent à promouvoir l'inclusion financière, seules les évaluations des programmes d'insertion ont systématiquement estimé l'impact sur les actifs et sur l'accès à l'épargne et au crédit (figure 2.) Ceci est dû en partie à la conception de ces programmes. Le modèle d'insertion prévoit en effet l'accès aux services financiers (accès facilité aux comptes d'épargne, en particulier) et, sur plusieurs sites, il comprend l'octroi de microcrédits à la fin du programme. Dans ces conditions, les évaluations ont bien évidemment fait de l'adoption des produits financiers l'un des principaux indicateurs des résultats obtenus, ce qui n'était pas le cas des programmes de promotion de moyens de subsistance et des programmes de transfert monétaire à versement unique qui n'incluaient généralement pas l'accès aux services financiers comme indicateur de ce

type dans la théorie du changement, et ne rendaient pas compte des résultats en matière d'inclusion financière. Sur les 30 programmes de promotion de moyens de subsistance analysés dans cette étude, seuls 7 rendent compte des effets sur l'épargne, dont 5 avec un impact positif (à savoir un accroissement de l'épargne). Sur les 11 programmes de transfert monétaire à versement unique, seuls 3 rendent compte de l'impact sur l'épargne, positif dans un seul cas. En ce qui concerne les sept programmes d'insertion examinés, quatre ont un impact positif sur l'épargne, l'impact estimé allant de 45 dollars au Pérou à 272 dollars en Éthiopie (l'épargne y était obligatoire.) À mesure que les programmes d'insertion se développent, il sera nécessaire de se faire une idée exacte de l'importance relative de l'accès aux services financiers pour le succès de ce modèle.

FIGURE 2. Impacts sur l'accès aux services financiers et aux actifs



N.B. Un impact positif sur l'épargne et les actifs signifie que le programme s'est traduit par un accroissement de l'épargne et des actifs détenus, et inversement, pour un impact négatif, s'agissant du crédit, par impact positif, on entend un accroissement de la probabilité d'accès au crédit ou une augmentation du montant emprunté.

consommation sont prises en compte – elles ont tendance à moins faire ressortir les effets positifs du programme que les données sur le revenu –, nous observons que l'impact positif des programmes d'insertion est général, sauf au Honduras^{5,6}. Ces constats sont faits sur le long terme (plus d'un an après la fin de l'intervention) et confirment les conclusions positives des évaluations qualitatives conduites sur le site de BRAC et les dix sites des programmes d'insertion.

5. Banerjee et al. examinent la cause apparente d'un tel échec au Honduras où les poulets destinés au projet sont morts quelques semaines après leur transfert.

6. Toutes les estimations ponctuelles des évaluations d'impact ont été converties en gains annuels de revenu ou de consommation. Pour les programmes dans lesquels les impacts ont été estimés pour le revenu et la consommation, nous avons retenu les estimations de l'évolution de la consommation puisque celles-ci sont généralement plus fiables pour les ménages pauvres ayant des revenus irréguliers. Ces estimations des impacts ont été converties en dollars américains au même taux de change que celui utilisé pour le calcul des coûts correspondants.



Coûts

Les programmes ciblant les populations extrêmement pauvres sont plus coûteux que les interventions non ciblées. Le modèle d'insertion recourt à un processus systématique séquentiel pour cibler les populations en situation d'extrême pauvreté et exclure celles qui sont légèrement mieux loties. Un petit nombre de programmes de promotion de moyens de subsistance ou de transfert monétaire à versement unique mettent également l'accent sur la fourniture de services exclusivement aux plus pauvres. Une évaluation qualitative du ciblage des programmes suggère que seuls trois (27 %) programmes de transfert monétaire à versement unique et dix (33 %) programmes de promotion de moyens de subsistance ciblaient et prenaient en compte principalement les populations vivant dans l'extrême pauvreté. La capacité de faire des comparaisons entre les programmes de chaque type est par conséquent limitée, mais quelques conclusions peuvent être tirées^{7,8,9}.

Le montant moyen des transferts monétaires à versement unique est de 232 dollars. Le montant nominal des dons en espèces pour les 11 évaluations retenues dans cette étude varie entre

84 et 480 dollars. La quasi-totalité de ces évaluations constituant des projets de recherche, elles ne font pas état des coûts administratifs. Nous avons utilisé un taux de 10 % pour ces coûts, en nous alignant sur les estimations de frais généraux de l'organisation non gouvernementale GiveDirectly, pour calculer les rapports avantages-coûts de ces évaluations.

Le coût par ménage bénéficiaire des programmes de promotion de moyens de subsistance varie beaucoup, commençant à 2,36 dollars et atteignant plus de 3 700 dollars. Le coût moyen de ces programmes (796 dollars) est beaucoup plus élevé que celui des transferts monétaires, et la moyenne des dix programmes de promotion de moyens de subsistance ciblant les plus pauvres est bien plus élevée encore (1 147 dollars). Le coût moyen des programmes d'insertion est également élevé (1 148 dollars), avec une grande hétérogénéité d'un site à l'autre (Banerjee et al. 2015), mais les interventions sont très similaires (figure 1). La différence de coûts d'un site à l'autre tient vraisemblablement à des variations au niveau des salaires du personnel, du prix des intrants et de la densité de population.

7. Les coûts indiqués ici sont exprimés en dollars, sur la base du taux de change en vigueur au moment de la mise en œuvre du programme.

8. Moyenne simple des programmes, non pondérée en fonction de la population desservie.

9. Les coûts par ménage bénéficiaire sont calculés en divisant le coût total du projet par le nombre de ménages directement bénéficiaires.





Comparaison avantages-coûts

Le rapport avantages-coûts des transferts monétaires à versement unique, pris dans leur ensemble, est le plus élevé (0,29), suivi des programmes de promotion de moyens de subsistance (0,20) et des programmes d'insertion (0,11)¹⁰. Lorsque l'on considère uniquement les cas dont l'impact est mesuré au moins un an après la fin de l'intervention, on observe que les programmes d'insertion ont à la fois un coût élevé et un fort impact à long terme, les éléments recueillis montrant aussi que ces programmes continuent d'avoir un impact sur les indicateurs économiques par la suite. Parmi les programmes qui ciblent les plus pauvres et pour lesquels on dispose de données factuelles sur le long terme, les programmes d'insertion ont plus d'impact par dollar dépensé, avec un rapport coûts-avantages de 0,11 contre 0,09 pour les programmes de promotion de moyens de subsistance. Au Bangladesh, l'impact estimé du programme d'insertion sur la consommation totale a augmenté considérablement entre la fin de l'intervention et les deux années qui ont suivi. Selon l'étude d'impact portant sur six pays réalisée par IPA et J-PAL, l'effet du programme d'insertion sur la consommation quotidienne ne diminue pas après la fin de l'intervention. De surcroît, plus d'un an après la fin de ces programmes, les ménages possédaient plus d'actifs productifs (principalement des animaux de ferme) et avaient plus de main-d'œuvre. Dans certains pays, ils avaient même acquis d'autres bêtes que celles fournies dans le cadre du programme.

Les programmes de promotion de moyens de subsistance et de transfert monétaire ont une dynamique inverse. Il existe cinq cas (trois de

promotion des moyens de subsistance et deux de transfert monétaire) pour lesquels les impacts ont été estimés à différents moments. On constate une évolution à la baisse de ces impacts entre leurs évaluations respectives à mi-parcours et finales. L'ampleur des effets des trois cas de promotion de moyens de subsistance diminue sensiblement. Dans le cas des dons en espèces au Sri Lanka (de Mel et al. 2012), on est parvenu à la conclusion que les impacts sont plus importants pendant les quatre trimestres qui suivent immédiatement le transfert des fonds qu'un an après la fin de l'intervention. Enfin, une autre opération associant des actions de formation et des dons au Sri Lanka (de Mel 2014) montre que les améliorations initiales des modes de travail disparaissent au bout de deux ans.

Il existe un large éventail de programmes de promotion de moyens de subsistance ciblant les plus pauvres et ayant des effets à long terme. Ils couvrent des aspects tels que la réforme agricole, l'irrigation, la génération des revenus pour les femmes, la redistribution des terres et la réinsertion des anciens combattants. La diversité de ces programmes, la grande variation des effets de l'intervention (y compris les effets positifs et l'absence d'effet), et l'absence de variation et de données expérimentales contribuent à expliquer pourquoi certains programmes obtiennent de bons résultats et d'autres pas, et ne débouchent pas sur des recommandations stratégiques claires. Les transferts monétaires à versement unique ont le rapport avantages-coûts le plus élevé (0,29), mais les éléments recueillis jusqu'ici ne concernent que les populations moyennement pauvres (et non les plus pauvres). Par ailleurs, ces éléments se limitent essentiellement aux effets à court terme.

10. Il ne s'agit pas des rapports coûts-avantages classiques qui fournissent une estimation du bénéfice total sur la base d'une durée donnée pour les impacts. Il s'agit de la métamoyenne des mesures de l'impact sur la consommation annuelle rapportée au coût, qui est utilisée comme indicateur de référence. Autrement dit, une moyenne de 0,1 indique que l'impact sur la consommation annuelle est de 10 cents pour chaque dollar dépensé par ménage pour les interventions. À l'inverse, l'analyse avantages-coûts suppose généralement un temps donné pour la durée des impacts.



Photo CGAP



Conclusion

Une comparaison des trois axes d'intervention de protection sociale (programmes de promotion de moyens de subsistance, transferts monétaires inconditionnels à versement unique et programmes d'insertion) montre que les transferts monétaires à versement unique ont le plus d'impact par dollar dépensé, mais on manque de données pour établir leur impact à long terme sur les populations vivant dans la pauvreté extrême. Les programmes d'insertion se comportent mieux que les programmes de promotion de moyens de subsistance qui ciblent les plus pauvres et dont les impacts à long terme ont été estimés. Il faut davantage d'éléments pour établir des comparaisons plus robustes entre la capacité du modèle d'insertion et des transferts monétaires à réduire durablement la pauvreté chez les plus nécessiteux. En particulier, nous devons répondre à ces questions : Quels sont les impacts des programmes monétaires à versement unique ciblant spécifiquement les plus pauvres ? Combien de temps durent ces impacts ? Sur la base des données existantes, le modèle d'insertion est la voie qui s'impose pour faire reculer durablement l'extrême pauvreté. Une comparaison directe de l'impact à long terme d'interventions spécifiques de promotion de moyens de subsistance en faveur des populations extrêmement pauvres, de transferts monétaires à versement unique s'adressant aussi aux plus démunis et de programmes d'insertion fournirait d'autres éléments utiles à des fins d'élaboration de politiques publiques.



Références

- Bandiera, O., R. Burgess, N. Das, S. Gulesci, I. Rasul, and M. Sulaiman. 2016. "Labor Markets and Poverty in Village Economies." Mimeo, LSE. <http://sticerd.lse.ac.uk/dps/eopp/eopp58.pdf>
- Banerjee, A. V., E. Duflo, N. Goldberg, D. Karlan, R. Osei, W. Pariente, J. Shapiro, B. Thuysbaert, and C. Udry. 2015. "A Multi-Faceted Program Causes Lasting Progress for the Very Poor: Evidence from Six Countries." *Science* 348, No. 6236. <http://www.sciencemag.org/content/348/6236/1260799.full>
- Bodnar, F., and B. S. Piters. 2011. "Improving Food Security: A Systematic Review of the Impact of Interventions in Agriculture Production, Value Chains, Market Regulation, and Land Security." IOB study no. 363. Hague, the Netherlands: Ministry of Foreign Affairs.
- De Mel, S., D. Mc Kenzie, and C. Woodruff. 2012. "Business Training and Female Enterprise Start-up, Growth, and Dynamics: Experimental Evidence from Sri Lanka." Policy Research Working Paper No. 6145; Impact Evaluation Series No. 63. Washington, D.C.: Banque mondiale.
- de Montesquiou, A., and T. Sheldon. 2014. "From Extreme Poverty to Sustainable Livelihoods." Technical Guide. Washington, D.C.: CGAP, September.
- Fafchamps, M., D. McKenzie, S. Quinn, and C. Woodruff. 2013. "Microenterprise Growth and the Flypaper Effect: Evidence from a Randomized Experiment in Ghana." *Journal of Development Economics* 106: 211,-26.
- Ferreira, F. H. G., S. Chen, A. Dabalén, Y. Dikhanov, N. Hamadeh, D. Jolliffe, A. Narayan, E. B. Prydz, A. Revenga, P. Sangraula, U. Serajuddin, and N. Yoshida. 2015. "A Global Count of Extreme Poor in 2012: Data Issues, Methodology and Initial Results." Policy Research Working Paper No. 7432. Washington, D.C.: Banque mondiale.
- Hagen-Zanker, J., A. McCord, and R. Holmes. 2011. "Systematic Review on the Impact of Employment Guarantee Schemes and Cash Transfers on the Poor." London: Overseas Development Institute.
- Hashemi, Syed M., and Aude de Montesquiou. 2011. "Reaching the Poorest: Lessons from the Graduation Model." Focus Note 69. Washington, D.C.: CGAP, March.
- Haushofer, J., and J. Shapiro. 2013. "Policy Brief: Impacts of Unconditional Cash Transfers." Mimeo, Princeton University.
- Masset, E., L. Haddad, A. Cornelius, and J. Isaza-Castro. 2011. "A Systematic Review of Agricultural Interventions That Aim to Improve Nutritional Status of Children." London: EPPICentre, Social Science Research Unit, Institute of Education, University of London.
- Nankhuni, F., and G. Paniagua. 2013. "Meta-Evaluation of Private Sector Interventions in Agribusiness: Finding out What Worked in Access to Finance and Farmer/Business Training." Washington, D.C.: IFC.

Phillips, D., H. Waddington, and H. White. 2014. "Better Targeting of Farmers as a Channel for Poverty Reduction: A Systematic Review of Farmer Field Schools Targeting." *Development Studies Research*, Vol. 1(1): 113.-36.

Sulaiman, M. 2016. "Making Sustainable Reduction in Extreme Poverty: A Comparative Meta-Analysis of Livelihood, Cash Transfer and Graduation Approaches." Washington, D.C.: CGAP.

Banque mondiale. 2011. "Impact Evaluations in Agriculture: An Assessment of the Evidence." Washington, D.C.: Independent Evaluation Group, the World Bank.

ANNEXE 1

Programmes de promotion de moyens de subsistance, de transfert monétaire et d'insertion pris en compte dans l'étude

	Intitulé du programme	Pays	Méthode ^a	Rapport avantages-coûts (écart type)		Année de démarrage	Ciblage des plus pauvres ^b
PROGRAMMES DE PROMOTION DE MOYENS DE SUBSISTANCE							
1	Formation des organisations paysannes par la Millennium Development Authority (MiDA)	Ghana	ECR	0,057	(0,119)	2006	Non
2	Programme d'appui aux entreprises rurales	Nicaragua	ECR	0,056	(0,093)	2006	Non
3	Services nationaux de conseil agricole (NAADS)	Ouganda	ASP et MDD	0,617	(0,025)	2001	Non
4	Programme de dispositifs productifs de protection sociale (PSNP)	Éthiopie	ASP et MDD	0,015	(0,024)	2005	Oui
5	Système de culture sous contrat du café biologique de Sipi	Ouganda	MVIC	1,061	(0,466)	2001	Non
6	Programme de subvention des intrants agricoles (FISP)	Malawi	ASP et VI	0,146	(0,063)	2005	Non
7	Programme global de réforme agraire (CARP)	Philippines	MDD	0,037	(0,240)	1988	Oui
8	Programme d'appui à la relance de l'agriculture (ARP)	Zimbabwe	avec/sans	0,177	(0,076)	1993	Non
9	Agroforesterie dans l'ouest du Kenya	Kenya	avec/sans	-0,005	(0,019)	1997	Non
10	Programme national de délivrance de titres de propriété foncière et d'immatriculation au Pérou (PETT)	Pérou	ASP et MDD	2,020	(3,810)	1992	Non
11	Certificat d'utilisation des terres	Viet Nam	MDD	15,627	(19,113)	1993	Non
12	Programme d'irrigation de Ruti	Zimbabwe	ASP	0,981	(0,539)	2009	Oui
13	Services commerciaux productifs (PBS)	El Salvador	ECR	0,096	(0,093)	2008	Oui
14	Water to Market (WtM) (L'eau pour un meilleur accès aux marchés)	Arménie	ECR	0,657	(0,479)	2006	Non
15	Projet de formation et de développement des agriculteurs	Honduras	ASP et MDD	0,003	(0,007)	2005	Non
16	Plataformas	Équateur	ASP avec MCP	0,431	(0,167)	2003	Non
17	Projet de développement de la filière laitière au Kenya (KDDP)	Kenya	MDD	14,495	(6,534)	2002	Non
18	Projet participatif de développement de l'élevage (PLDP)	Bangladesh	avec/sans	0,179	(0,064)	1998	Non
19	Écoles paysannes à Cajamarca	Pérou	avec/sans	0,432	(0,126)	1998	Non
20	Activités génératrices de revenus pour le développement des groupes vulnérables (IGVGD)	Bangladesh	ASP	0,467	(0,170)	1975	Oui
21	Appui aux activités génératrices de revenus pour les femmes (WINGS)	Ouganda	ECR	0,090	(0,017)	2007	Oui
22	DrumNet	Kenya	ECR	8,048	(10,176)	2003	Non

	Intitulé du programme	Pays	Méthode^a	Rapport avantages-coûts (écart type)		Année de démarrage	Ciblage des plus pauvres^b
23	Projet de développement de l'aquaculture durable (DSAP)	Bangladesh	MDD	0,489	(0,181)	2001	Non
24	Programme de subvention des intrants	Mozambique	ECR	8,275	(5,893)	2009	Non
25	Réforme agraire (SOMALAC)	Madagascar	avec/sans	0,194	(0,076)	1975	Non
26	Projet de développement des terres rurales communautaires	Malawi	ASP	0,097	(0,026)	2004	Oui
27	Projet d'appui au sous-secteur de l'irrigation	Pérou	Discontinuité avec MDD	0,084	(0,031)	1997	Non
28	Programme d'appui au micro-entrepreneuriat	Chili	ECR	0,499	(0,165)	2006	Oui
29	Programme de réinsertion des anciens combattants	Libéria	ECR	0,022	(0,114)	2006	Oui
30	Fadama	Nigéria	ASP et MDD	0,851	(0,432)	1993	Oui

PROGRAMMES DE TRANSFERT MONÉTAIRE (INCONDITIONNELS À VERSEMENT UNIQUE)

1	Autosélection pour l'accès au marché du crédit au Mali	Mali	ECR	0,302	(0,110)	2010	Non
2	Décisions après atténuation des obstacles dans le secteur agricole	Ghana	ECR	0,014	(0,124)	2009	Non
3	Transferts, diversification, stratégies de gestion des risques par les ménages	Nicaragua	ECR	0,271	(0,068)	2005	Oui
4	Rendement du capital dans les microentreprises	Sri Lanka	ECR	0,533	(0,311)	2005	Non
5	Données expérimentales sur le rendement du capital et l'accès aux services financiers	Mexique	ECR	3,145	(2,134)	2005	Non
6	Transfert monétaire inconditionnel	Kenya	ECR	0,532	(0,115)	2011	Oui
7	Stimuler la croissance des microentreprises	Ouganda	ECR	-0,046	(0,313)	2012	Non
8	Programme d'opportunités pour les jeunes au nord	Ouganda	ECR	0,300	(0,080)	2007	Non
9	Capital humain et financier pour le développement des microentreprises	Tanzanie	ECR	5,396	(8,245)	2008	Non
10	Formation à la culture d'entreprise et start-ups féminines	Sri Lanka	ECR	0,184	(0,897)	2009	Oui
11	Rendement du capital dans les microentreprises	Ghana	ECR	0,697	(0,532)	2008	Non

PROGRAMMES D'INSERTION

1	Cibler les plus pauvres des pauvres	Inde	ECR	0,238	(0,068)	2006	Oui
2	Programme pilote d'insertion	Pakistan	ECR	0,111	(0,063)	2007	Oui
3	Amélioration globale de la qualité de vie des familles rurales (MIRE)	Honduras	ECR	-0,122	(0,085)	2009	Oui
4	Programme pilote d'insertion	Éthiopie	ECR	0,161	(0,035)	2010	Oui
5	Programme de sortie de l'ultra pauvreté	Ghana	ECR	0,100	(0,036)	2010	Oui
6	Programme pilote d'insertion	Pérou	ECR	0,080	(0,046)	2010	Oui
7	Programme de ciblage des ultras pauvres	Bangladesh	ECR	0,115	(0,034)	2002	Oui

^a Méthodes : ECR – Essai contrôlé randomisé ; ASP – Appariement sur score de propension ; MDD – Méthode de la double différence ; avec/sans – établit la comparaison entre le groupe expérimental et le groupe témoin à la fin de l'intervention ; VI – Régression linéaire à variables instrumentales ; MVIC – Maximum de vraisemblance à information complète ; MCP – Moindres carrés pondérés.

^b On peut retrouver les détails de l'évaluation du ciblage de l'extrême pauvreté pour chaque programme dans Sulaiman (2016).



